

PARIS (Reuters) - Le président du Niger, Mahamadou Issoufou, a estimé samedi qu'une intervention armée internationale était nécessaire dans le nord du Mali, contrôlé par des rebelles touareg et des combattants islamistes.

"Les djihadistes sont en train d'imposer un mode de vie moyenâgeux au Maliens, une véritable dictature", a-t-il déclaré dans une interview à paraître dimanche dans le JDD.

"C'est pour cela que l'Union africaine (UA) et les pays de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (Cédéao) souhaitent qu'une résolution autorisant le recours à la force au Mali soit adoptée à l'Onu", a-t-il ajouté.

L'Union africaine avait annoncé en début de semaine avoir demandé au Conseil de sécurité de l'Onu l'adoption d'une résolution autorisant une intervention militaire. Les milieux diplomatiques jugent cependant peu probable une approbation de la part du Conseil dans l'immédiat.

Les rebelles du Mouvement national de libération de l'Asawad (MNLA) et les combattants islamistes d'Ansar Dine ont exploité la confusion née du coup d'Etat militaire de mars dernier pour prendre le contrôle des principales villes du Nord.

"Qui met la main sur l'Afrique met la main sur l'Europe", a prévenu Mahamadou Issoufou, jugeant que le Mali, qui partage une frontière commune avec le Niger, était "en train de devenir l'Afghanistan" du continent africain.

MISSILES SOL-AIR

Le président nigérien a affirmé qu'Al Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi), lié à Ansar Dine, avait créé des camps d'entraînement dans le nord du Mali, où se trouvaient des Afghans, des Pakistanais et des Nigériens du groupe islamiste armé Boko Haram.

Selon Mahamadou Issoufou, les islamistes disposent d'armes lourdes, notamment des missiles sol-air, issues de la Libye, qui est, d'après lui, devenue un "vaste magasin d'armes" pour les trafiquants après la chute de Mouammar Kadhafi l'an dernier.

Le chef d'Etat du Niger, qui envisage des négociations avec les islamistes s'ils abandonnent leurs revendications territoriales, a précisé qu'une éventuelle intervention ne serait menée que par des pays africains, mais que l'UA avait demandé un "appui logistique" aux Européens et aux Américains.

"Je suis sûr que la France prendra ses responsabilités" a-t-il dit, quelques jours après s'être entretenu avec François Hollande à l'Elysée.

Le président français s'était inquiété, à l'issue de sa rencontre avec son homologue nigérien, d'une "installation de groupes terroristes dans le nord du Mali", et avait annoncé que Paris soutiendrait, à l'intérieur du Conseil de sécurité, l'initiative de l'UA et de la Cédéao en faveur d'une intervention.

La France est considérée, avec le Maroc et le Togo, comme l'un des pays les plus favorables à une intervention, au sein du Conseil.

Dans son entretien au JDD, le président nigérien a par ailleurs confirmé avoir des "nouvelles rassurantes" des six otages français retenus dans le nord du Mali, qui sont, selon lui, "en bonne santé".

Julien Dury pour le service français